

Message de Son Excellence Evariste Ndayishimiye à l'occasion de la Journée Internationale du Travail et des Travailleurs: le 1er mai 2021

Burundaises, Burundais,
Employés et Employeurs,

1. Permettez-moi de commencer par rendre grâce à Dieu Tout-Puissant qui ne cesse de nous combler de bienfaits et qui, aujourd'hui, nous a permis de nous réveiller dans la paix et en bonne santé. Que la gloire lui soit rendue, Il est digne de louanges.

2. Au Burundi, nous allons nous joindre à la Communauté Internationale pour célébrer la Journée Internationale du Travail qui se fête dans beaucoup de pays du monde, le 1er mai de l'année.

3. C'est une fête que nous, les Burundais, nous célébrons tout en rendant grâce à Dieu Tout-Puissant qui nous a accordé la bonne santé, la sagesse et le dynamisme qui nous permettent de réaliser les activités inscrites dans nos programmes, les travailleurs et leurs employeurs agissant en solidarité, travaillant ensemble et dans la concertation, et en produisant de nos propres mains ce qui nous fera vivre.
En effet, contrairement à nous qui mangeons ce que nous produisons, il y a beaucoup d'endroits où les gens ne mangent que la nourriture préalablement importée de l'extérieur.

4. Permettez-moi d'abord, au nom du Gouvernement Burundais, le Gouvernement Soucieux du bien-être du peuple/le Gouvernement Laborieux, de souhaiter de tout mon cœur une bonne fête du travail à tous les travailleurs.
Que cette fête soit pour nous une occasion pour méditer sur l'importance du travail dans notre vie, et opportunité de prendre des décisions qui faciliteraient la création de plus d'emplois pour que tous ceux qui sont capables de travailler aient quoi faire, et qu'ils puissent se développer personnellement et développer leur pays.

5. Pour un vrai travailleur qui a déjà compris que les bonnes choses résultent d'un travail bien fait, ce jour n'est pas une fête comme tant d'autre.
Ce n'est pas une fête pour les travailleurs qui ne le sont que de nom, mais c'est une fête pour les travailleurs soucieux de s'acquitter convenablement de leurs obligations professionnelles et de rentabiliser leur travail.
Si l'on se posait la question : avons-nous réalisé des profits cette année ou alors avons-nous enregistré des pertes ? Ou bien avons-nous connu une stagnation économique ?
Certes, je sais qu'il y a des gens qui ont réalisé des profits et ceux qui ont connu des pertes. Mais il y a d'autres qui ne peuvent rien dire car personne ne peut récolter ce qu'il n'a pas semé. Ceux-là sont des fainéants, ils n'ont pas droit à la parole dans l'assemblée des travailleurs.

6. Nous remercions vivement les travailleurs, quel que soit leur statut, qui ont pris leur travail au sérieux au cours de cette année, et qui l'ont fait comme s'ils le faisaient pour leur propre intérêt.

Nous sommes reconnaissants envers le Comité National de Dialogue Social regroupant les représentants du Gouvernement, les représentants des associations syndicales et les représentants des employeurs, pour la perspicacité et la sagesse avec lesquelles ils

analysent et traitent les dossiers conflictuels et pour les solutions qu'ils apportent aux conflits liés au travail avant que la situation ne dégénère.

7. Nous voudrions exprimer notre profonde gratitude à l'endroit des Corps de Défense et de Sécurité, les membres des comités mixtes de sécurité et tous les citoyens burundais qui ont déjà compris que le fait de préserver la sécurité permet aux gens de réfléchir à des projets durables et viables.

8. Nous voudrions également remercier les Burundais qui se sont regroupés et en associations ou coopératives de production incluant des usines de transformations des produits locaux. Ils ont créé de l'emploi, ils ont payé les impôts et taxes et ont contribué de façon significative au développement du pays.

9. Au vu de ces bienfaits du travail, nous avons jugé bon de célébrer cette fête sous le thème ci-après, le même thème que pour le mois de mai 2021 : « Mettons-nous au travail et constituons un front commun pour combattre et vaincre la pauvreté ».

10. Ce thème du jour invite chaque citoyen à faire quelque chose, à faire quelque chose pour que tout le monde sans exception se développe.

Il nous appelle également à nous unir pour mener une action commune dans la complémentarité, à faire avancer notre projet de développement, et nous exhorte à ne pas se laisser distraire et être laissé en arrière au moment où chacun a besoin de vivre bien dans ce pays, avec nous tous ensemble.

11. Nous souhaitons voir un pays prospère dans tous les domaines. C'est pour cette raison que Nous demandons que tout le monde soit mobilisé. Que chacun initie une activité qui génère des revenus et de nouvelles ressources qui lui permettront de subvenir à ses besoins. Je saisis cette occasion pour féliciter les membres des syndicats qui ont compris que les moyens financiers qu'ils collectent chaque mois peuvent contribuer à leur propre développement économique et social.

Chers Compatriotes,
Burundaises, Burundais,
Employés et Employeurs;

12. Lorsque nous célébrons la Fête du Travail, il y a des Travailleurs qui souhaitent connaître ou se rappeler l'origine de cette Journée. Nous n'allons pas y revenir car on en a toujours parlé chaque année à cette même occasion.

Ce qu'il faut savoir c'est qu'à ce jour, les employés et les employeurs célèbrent cette Journée en mémoire du jour où les travailleurs ont vu leurs conditions de travail améliorées pour qu'ils n'aient plus besoin de révolution, comme cela avait été le cas au commencement de cette fête, lorsqu'ils se battaient pour leurs droits au travail.

Heureusement, dans notre pays, nous avons un bon Code du Travail qui s'harmonise parfaitement avec le Droit International du Travail.

Les heures de travail qui leur ont été accordées sont les mêmes qui sont inscrites dans le Code du Travail au Burundi et ailleurs dans beaucoup de pays du monde.

13. Certes, la plupart des questions relatives au travail que les travailleurs se posent ont trouvé des réponses, notamment la fatigue et les maladies consécutives au travail. Pour ce qui nous concerne ici chez nous, nous célébrons ce jour pour faire en sorte que les employeurs restent conscients de l'importance de la vie de leurs employés. Mais c'est également l'occasion d'éveiller la conscience des employés que travailler n'équivaut pas à s'asseoir dans les bureaux, que c'est plutôt fournir des efforts, se fatiguer pour demander par après un repos bien mérité. C'est enfin une opportunité pour nous rappeler mutuellement que chacun devrait exiger un salaire si et seulement s'il a travaillé et produit quelque chose, quand la caisse y a trouvé sa part.

14. Nous sommes habitués à ce que ce jour soit surtout une occasion pour les travailleurs d'exprimer leurs préoccupations par rapport à leur travail. Nous le savons, ici chez-nous, ce qui préoccupe les travailleurs le plus, ce n'est pas qu'ils vont au travail sans que l'on voie le rendement, mais c'est plutôt de voir leur salaire augmenter, et leurs primes se multiplier quelles que soient les conditions.

Ceci se remarque particulièrement chez les Fonctionnaires de l'État. Ils ne regardent pas du tout si les citoyens, bénéficiaires et véritables employeurs, sont contents de leur prestation, ils regardent seulement si le salaire a augmenté.

Il y a autre chose : Ceux qui touchent peu veulent voir leur salaire égal à celui de ceux qui touchent beaucoup d'argent, c'est la tendance actuelle. Ceux qui ont de gros salaires à leur tour veulent voir les primes se multiplier en leur faveur pour creuser davantage l'écart qui les sépare de ceux qui touchent peu d'argent.

Si les choses se passent comme ils le souhaitent, nous nous retrouverons devant une situation où le programme d'harmonisation des salaires pourrait devenir un cercle vicieux. Vous comprenez que le dialogue en cours entre le Gouvernement et les travailleurs tourne autour de ces questions : « Quand est-ce que nos salaires seront harmonisés avec celui des autres ? » « Quand est-ce que notre prime et notre salaire seront revus à la hausse ? » Ma conviction est que ces questions nous concernent tous, raison pour laquelle nous devons évaluer ensemble leur état d'avancement, afin de savoir à quel niveau se situe notre échec et de trouver une solution appropriée.

15. Pour maximiser les chances de succès, cherchons ensemble à comprendre certains concepts : qu'est-ce qu'un « emploi », un « salaire » ou une « prime », et qu'est-ce qu'un « vrai travailleur » dont le pays a besoin ?

Tout citoyen devrait savoir que l'emploi est une activité qu'une personne accepte de faire en toute conscience et dont le résultat est une production. Normalement, si aucune production n'en résulte, nul ne perd son temps à faire un travail.

Il en va de même, lorsqu'un travailleur ne voit aucun intérêt dans un emploi, il a le droit de le quitter, et d'aller chercher un meilleur endroit.

Pour qu'il y ait entente mutuelle entre un employé et un employeur, ils établissent un contrat de travail. L'employeur offre l'emploi et amène le capital tandis que l'employé amène la compétence technique et la force.

C'est pour cela que le salaire doit être déduit du bénéfice, l'employeur et l'employé, chacun recevant une part proportionnelle à la contribution qu'il a apportée dans le projet. Quand vous ne réalisez pas de bénéfices, c'est ensemble que vous supportez l'austérité.

Et si vous ne faites pas attention, vous ne vous développez pas parce que vous n'avez pas fait des réserves sur le capital susceptible de générer des revenus et de gonfler le capital pour qu'il génère beaucoup plus.

Vous comprenez ici le bien fondé du dialogue social entre employé et employeur. Tous les deux sont les copropriétaires de l'entreprise car ils vivent tous de l'entreprise, et c'est elle qui fera vivre leurs enfants, leurs petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Ils devraient donc tous ensemble vérifier que leur entreprise progresse pour leur bien puisqu'ils en sont copropriétaires et qu'ils vivent d'elle.

16. Maintenant nous venons de voir ce qu'est le salaire ; tu mérites une augmentation de salaire lorsque tu as eu un surplus de bénéfice. Si tu n'as rien gagné tu ne réclames rien, à moins que tu veuilles détruire l'entreprise.

Si l'entreprise s'effondre, où vas-tu aller, toi l'employé ? Si tu rentres les mains bredouilles alors que c'est l'entreprise qui faisait vivre ta famille, tu devrais savoir que les enfants te regarderont dans les yeux. Vous comprenez alors qui est le véritable travailleur.

C'est celui qui apporte son expertise, la rentabilise pour en tirer un rendement, quelqu'un qui s'assure d'y mettre tout son cœur et d'utiliser tout son potentiel pour qu'ensemble avec son employeur ils puissent gagner plus et avoir à la fin un salaire qui les fait vivre.

17. Ainsi donc interrogeons-nous réciproquement !

Comme personne ne peut ne pas se réjouir de voir son salaire revu à la hausse, avons-nous réalisé des gains durant cette année?

Que chacun aille voir dans son service, s'il constate qu'il a réalisé des profits, qu'il engage alors des discussions avec son employeur.

Si par contre il constate qu'il n'a pas réalisé de bénéfices, qu'il discute avec son patron des mesures à prendre, pour éviter que l'année prochaine la situation ne se répète, car ils risqueraient de regretter en disant : « C'est en vain que j'ai fourni des efforts dans mes affaires, je travaille à perte ».

Faisons alors un examen de conscience : Est-ce qu'il y a eu un dialogue permanent entre l'employé et son employeur organisé de façon franche et sincère? Que chaque employeur s'interroge, qu'il se donne lui-même la réponse, et prenne la résolution de changer les choses.

Pour ce qui me concerne, je serais très heureux le jour où je verrai les employés et employeurs venir fêter ensemble le 1er mai en se complimentant mutuellement et en vantant leurs réalisations en disant l'un à l'autre : «Tu m'as donné de gagner un intérêt » tandis que l'autre dit : «Tu m'as donné un salaire».

Qu'il y ait une parfaite entente entre l'employé et l'employeur, ainsi ils prospéreront et développeront le pays par la même occasion.

Il ne faut pas que l'employé soit considéré comme «quelqu'un venu pour manger » et que l'employeur soit considéré comme «un ingrat». Nous nous félicitons que beaucoup de travailleurs sont conscients de leur rôle au travail.

18. Je voudrais revenir sur le sujet des fonctionnaires de l'Etat, parce que ce sont eux qui se plaignent le plus ; et qui se plaignent à regardant vers moi en tant que Leader désigné par le peuple pour leur montrer les grandes orientations de la politique nationale. Ce qu'un fonctionnaire de l'Etat devrait savoir, c'est qu'il est avant tout un bienfaiteur, un travailleur au service du peuple.

Quiconque ne le comprend pas ainsi n'a pas encore intériorisé la notion de l'État-nation. En français on parle de « Services publics » ; c'est-à-dire un service que l'on rend au peuple. Vous comprenez alors que dans les travaux publics et les services publics il n'y a pas d'intérêt individuel. L'intérêt d'un fonctionnaire de l'Etat, c'est de voir les citoyens épanouis , et non de se voir octroyer un salaire.

Le « salaire » qu'il touche n'est pas une contrepartie des services rendus à proprement parler, c'est un encouragement qu'il obtient parce qu'il s'est sacrifié pour les autres au moment où il aurait dû travailler chez-lui et de se développer.

Vous comprenez alors que le dialogue dont nous venons de parler entre l'employeur et l'employé ne prend pas le même format quand il s'agit des services publics de l'État car tous les fonctionnaires de l'État sont les employés au service du peuple, moi-même y compris. Comment alors se déroule le dialogue entre l'Etat et les fonctionnaires de l'État quand nous savons que ces derniers sont des citoyens parmi tant d'autres?

Les représentants des fonctionnaires devraient rassembler ceux qui sont sous leur responsabilité et se poser mutuellement cette question : «Qu'avons-nous fait pour les citoyens pour leur demander de donner un salaire ?»

Et nous les fonctionnaires de l'Etat, en tant que citoyens leaders, nous faisons un examen de conscience. C'est pourquoi le Gouvernement actuel du Burundi nous l'avons appelé Gouvernement laborieux. En effet, en payant les impôts, les citoyens burundais ne les payent pas pour qu'on les enterrent comme fit le mauvais serviteur qui a reçu un talent pour la rentabiliser et qui l'a enterré en pensant qu'il allait germer et générer des intérêts.

L'intérêt de l'argent que les citoyens donnent, c'est leur développement. Nous l'utilisons dans leur propre intérêt, s'ils gagnent, c'est nous tous qui gagnons.

C'est pourquoi le principe fondamental du développement de notre pays est : «Le développement qui provient du citoyen et qui retourne vers le citoyen».

Le dialogue avec les Fonctionnaires de l'État consiste donc à donner des réponses sur les questions que les citoyens ont soumises au Gouvernement, notamment celles-ci : Est-ce que la vie des citoyens s'est améliorée ? Est-ce qu'ils ont réalisé des bénéfices ?

Pour prouver s'ils ont réalisé des bénéfices, ils donnent beaucoup d'impôts et taxes. Quand tu vois la Caisse de l'État remplie de recettes, tu en déduis que nous avons réalisé des bénéfices. C'est à ce moment que tu demandes une prime supplémentaire.

Alors aujourd'hui, chacun dans son domaine, le fonctionnaire de l'Etat devrait se demander : «Ai-je rendu service aux citoyens comme il se devait pour mériter un salaire plus élevé ?»

Si tu constates que ce que tu as fait n'a pas généré des profits de telle manière que le Gouvernement s'endette pour payer ton salaire, alors prends la décision de redoubler d'efforts pour alléger ce fardeau de dette des épaules des citoyens.

19. Ce que je voudrais demander ici c'est que personne ne réclame l'augmentation de salaire alors qu'il est bien conscient que même la dette publique que le Gouvernement a contractée ces dernières années pour rémunérer les fonctionnaires n'a pas encore été payée.

Vous allez dire, est-ce que nous travaillons à perte alors que nous nous présentons au travail ?

Il est difficile de répondre à cette question car beaucoup de gens parmi les fonctionnaires de l'Etat, disons les employés du peuple burundais, n'ont pas encore médité sur le pays, n'ont

pas encore compris comment les finances de l'État augmentent, comment elles sont gérées et comment elles fonctionnent.

Aujourd'hui tu peux trouver un fonctionnaire de l'Etat qui veut un salaire plus élevé alors qu'il voit des gens qui volent ou qui détournent les fonds publics et ne les dénonce pas.

Il arrive même que le fonctionnaire lui-même soit impliqué dans le détournement mais demande un salaire élevé.

Il y en a d'autres qui laissent les marchandises qui devaient normalement être imposées ou taxées passer par des chemins frauduleux et réclament malgré tout un salaire à la fin du mois. D'où pense-il que ce salaire provient, si ce n'est que de là.

Il y en a encore d'autres qui refusent de prendre le leadership et d'aider les citoyens ou les organisations locales dans leurs activités, et qui par après veulent être payés alors que ceux qui devraient contribuer à renflouer les caisses de l'Etat font faillite. D'où proviendra alors ce salaire ?

D'autres qui étaient chargés de développer des techniques et technologies pour permettre aux sociétés et aux citoyens de produire beaucoup et de payer les impôts et des taxes, passent leur temps assis à ne rien faire dans les bureaux mais veulent percevoir le salaire alors qu'ils ne font rien pour que le pays puisse avoir des recettes et payer les salaires.

Pour se dédouaner de tous ces manquements, ils demandent à l'État de solliciter des aides extérieures pour qu'ils soient payés.

En temps normal, ce sont les vulnérables qui bénéficient de l'assistance ; allons-nous alors cautionner que les fonctionnaires de l'Etat soient considérés comme des vulnérables ?

Personnellement, ce n'est pas ainsi que je le conçois ; je n'y crois même pas. C'est pourquoi je ne cautionne pas la quémande.

20. Si au Burundi nous avons été distraits, admettons-le d'abord, et prenons la résolution de nous remettre à l'œuvre. Quand nous aurons pris conscience de la nécessité de servir le pays conformément à la volonté du peuple qui nous a délégués, nous demanderons que l'on nous aide à augmenter notre capital au lieu de demander l'assistance. C'est cela mon souhait.

21. Selon moi, quiconque s'absente du travail devrait s'absenter de manger également. Je le répète, quiconque s'absente du travail, qu'il ne soit pas rémunéré non plus.

Quiconque sait qu'il n'a rien à montrer comme réalisation au cours du mois, qu'il n'aille pas chercher la rémunération. C'est celui-là le véritable improductif, car il n'a pas rentabilisé l'intelligence et la force que Dieu lui a données. Comment peux-tu percevoir cette rémunération si tu es fainéant ?

Rendons les citoyens heureux et ils souriront et de ce sourire sortira ce qui nous fait vivre.

Burundaises, Burundais

Employés, Employeurs ;

22. Quand nous jetons un regard rétrospectif vers le passé, nous voyons les réalisations qui ont fait notre succès et ce qui nous a manqué. Il nous a manqué beaucoup de choses ; nous avons perdu beaucoup de temps à cause de la bêtise de beaucoup d'entre-nous, ce qui nous a fait perdre la paix.

Aujourd'hui, nous poussons un ouf de soulagement parce que la paix et la sécurité règnent dans notre pays, nous savons que nous n'avons pas à craindre pour notre vie.

C'est donc le temps favorable pour accélérer et rattraper le temps perdu.

Les projets qui n'ont pas pu être réalisés au cours de ce temps perdu sont nombreux, et ils nous attendent.

L'agriculture et l'élevage modernes n'étaient pas notre préoccupation, on se contentait d'avoir à manger, mais chercher à avoir du surplus n'était pas notre préoccupation. Il y avait même des proverbes anachroniques pour justifier notre inaction, par exemple celui-ci : «Il faut vivre le moment présent car demain ne t'appartient pas».

Quant à la transformation des matières premières naturelles locales, on n'y pensait même pas car il fallait beaucoup de temps pour avoir le résultat. On craignait également qu'un tel investissement exige un grand capital, alors que ce dernier se constitue à partir d'autres travaux réalisés.

On ne se souciait pas d'aménager des sites touristiques, construire des restaurants et des hôtels pour les touristes.

Tous ces projets pouvaient nous aider à créer la richesse dont nous avons besoin, et c'est toujours un travail qui nous attend.

Personne ne se souciait de son prochain à travers tout le pays, ce qui fait que beaucoup de fonctionnaires de l'Etat n'ont pas encore compris ce que c'est que contribuer au développement des citoyens, même aujourd'hui.

Si l'on posait la question aux fonctionnaires de tel ou tel Ministère en disant : «Puisque tu es chargé de servir la population de tout le pays, si l'on t'amenait dans telle ou telle commune, serais-tu capable de leur montrer ce que tu as réalisé en leur faveur» ? Réfléchis et réponds à toi-même sachant que le budget annuel du Ministère est destiné à servir la population de tout le pays.

Étant donné que vous avez perçu votre rémunération, pourriez-vous montrer ce que vous avez fait en leur faveur, commune par commune ?

Comprenons cela, et c'est le travail qui nous attend. Et si demain on te demande d'aller travailler là-bas, il ne faudra pas tergiverser car tu as accepté de travailler pour tout le pays et partout dans le pays, et tu es payé pour ça.

23. Vous entendez que nous sommes épanouis, mais nous avons encore du travail qui nous attend. Ce qui reste, c'est de nous lever et de le faire.

Les autres ont beaucoup avancé. Ils ont construit des routes, des écoles, des barrages et centrales hydroélectriques, des sites et facilités touristiques, des infrastructures de télécommunications, des usines et industries, il ne leur reste rien ? Pour nous, tous ces chantiers nous attendent. Retroussons les manches et travaillons.

24. C'est pourquoi avant de conclure, je voudrais vous prodiguer quelques conseils.

Je vais commencer par les jeunes et les femmes parce qu'ils sont nombreux dans le pays. Comme je viens de le dire, les jeunes et les femmes sont les plus nombreux dans le pays.

Ils doivent être soutenus par le Gouvernement, pour qu'ils se mettent au travail et contribuent à accroître la production. Très récemment, nous avons mis sur pieds des Banques qui vont vous faciliter la tâche pour trouver le capital dont vous avez besoin puisque vous disiez que vous avez de la force. Mettez-vous alors à l'œuvre car le capital est disponible maintenant. Rentabilisez-le et faites en sorte qu'il génère des profits, pour que les générations futures trouvent ces banques plus développées.

Cette politique de faciliter l'auto-développement de la jeunesse est la clef du progrès de notre pays. En effet, un montant de quarante milliards est un capital suffisant pour que, en une période de deux ans, nous ayons atteint une production de loin supérieure à cela.

J'étais dans la joie quand ces jeunes me l'ont promis lors de la dernière conférence des jeunes du 8 au 9 avril cette année.

À l'endroit de tous les travailleurs :

Que chacun de vous fasse son travail avec conscience professionnelle et assiduité pour servir d'exemple aux autres.

Travaillons dans l'espoir de laisser un bel héritage, un bon nom, chacun se préoccupant d'être une personne de valeur dont la génération ultérieure sera fière et se vantera. Rien ne serait aussi intéressant que d'entendre quelqu'un dire : « Je travaille comme telle personne »; ou encore « Ceci est l'héritage de tel ».

A propos du Dialogue Social au travail :

Quand surviennent des problèmes liés au travail, ce qui est normal car nous sommes sur terre où rien n'est parfait, commençons par en analyser les contours pour les comprendre parfaitement, puis cherchons ensemble à les résoudre de façon durable, conformément au Code du Travail. Si nous ne parvenons pas à les résoudre, demandons conseils avant de les transférer à l'échelon supérieur ou de les exposer au public.

Cette bonne pratique facilitera l'accroissement de la production et la diminution des litiges que l'on réfère aux tribunaux.

Nous appelons les employeurs à cesser de se faire traiter de « Shebuja » (seigneur) car les employés ne sont pas « abaja » (esclaves).

Il faut que les employés à leur tour se considèrent comme des actionnaires dans l'entreprise ou comme le vrai propriétaire de l'entreprise quand ils sont au travail. De même, les membres des syndicats doivent être de bons conseillers au travail, pour leur propre bien, pour le bien de l'entreprise et pour le bien du pays.

S'ils travaillent à perte, qu'ils pleurent ensemble, sans que l'un ne blâme l'autre ; et s'ils réalisent des profits, qu'ils partagent la production qui en résulte.

S'agissant de la bonne Santé des Travailleurs :

Nous sommes appelés à garder à l'esprit que c'est une personne bien portante qui travaille. Soucions-nous de notre santé, surtout en ce qui concerne la lutte contre la pandémie de la COVID-19 et du SIDA. Comme le dit le proverbe burundais, "Qui a une bonne santé ne peut pas manquer une bonne récolte ».

Le Plan National de Développement (PND Burundi 2018-2027) et le travail

Mesdames, Messieurs les employés et les employeurs, référez-vous sur les projets contenus dans le Plan National de Développement de 10 ans (PND Burundi 2018-2027), parce qu'ils peuvent vous inspirer dans l'élaboration des microprojets qui vous aideraient à bien vivre et à continuer de vous développer.

Le Gouvernement s'est engagé à vous appuyer en mettant en places des mécanismes qui peuvent faciliter votre travail notamment : en vous octroyant des crédits à un taux d'intérêts abordable, en construisant de bonnes routes pour le transport de vos marchandises, des centrales hydroélectriques, en formant des techniciens performants, en promouvant la santé publique sans oublier le maintien de la sécurité publique et tout ce qu'il faut pour faciliter la réalisation de vos projets.

Dans le Cadre de la Bonne Gouvernance et le partage des Biens Publics

Pour que le Gouvernement puisse vous servir convenablement, il doit avoir des moyens suffisants. Ces moyens proviennent de la production qui augmente les impôts et les taxes. Evitez donc de cacher votre production ou de tomber dans l'évasion fiscale.

Aidez-nous aussi à constituer un front indestructible contre les détournements des deniers publics, les malversations économiques, la corruption et l'utilisation abusive des biens publics. Nous voudrions que toutes les recettes rentrent dans les caisses de l'Etat afin de contribuer au développement intégral et intégré.

À l'endroit des personnes habituées à manger sans travailler :

Je parle ici de certaines associations qui se sont arrogé le droit de collecter de l'argent auprès des travailleurs en activité, alors que ces associations ne font jamais rien en leur faveur ; les associations des transporteurs, certains syndicats, les associations de ceux qui travaillent dans les ménages, ceux qui vendent des produits qu'ils n'ont pas récoltés, des animaux qu'ils n'ont pas élevés et des maisons qu'ils n'ont pas construites et qui passent leur temps à ne rien faire. Tout ce monde contribue à l'augmentation de la pauvreté. Je les enjoins d'abandonner ces mauvaises pratiques, de se ressaisir et de trouver quelque chose à faire pour apporter une contribution au développement et manger le pain gagné à la sueur de leur front.

Au chapitre de la prise en charge des Retraités :

Je voudrais m'adresser à l'INSS et à l'ONPR, en leur rappelant que les moyens qu'ils collectent appartiennent aux travailleurs, et que leur devoir consiste à les gérer et les rentabiliser en leur faveur, raison pour laquelle, en principe, les travailleurs devraient partir à la retraite trouvant leurs contributions accrues. Qu'ils sachent que nous allons désormais garder un œil sur leur argent partout où il est placé, afin que ceux qui partent à la retraite puissent être accompagnés comme il se doit, parce qu'ils ont été utiles au pays.

À l'endroit de la Mutuelle de la Fonction Publique

Nous voudrions aussi leur rappeler que les reliquats du budget de chaque année doivent servir à faire soigner les retraités car c'est leur argent.

Nous voudrions ici faire un clin d'œil aux citoyens burundais pour ce qui est de la Carte d'Assistance Médicale (CAM) en leur disant qu'il ne faut pas l'acheter quand on est malade. Celui qui le fait ainsi veut sucer le Gouvernement alors qu'il fait partie de ceux qui peuvent se prendre en charge. Hors de question qu'il se dise indigent juste lorsqu'il tombe malade.

Dans le cadre de l'Assurance et Prévention

Nous voudrions attirer l'attention des employés et employeurs pour qu'ils se rappellent que l'assurance vieillesse se fait pendant qu'ils ont encore la force et les moyens pour le faire.

Ceci veut dire que chacun devrait penser à se priver de quelque chose et l'investir dans son avenir afin de ne pas regretter le temps perdu à parcourir le monde une fois devenu vieux et inapte.

Investir dans l'avenir ne consiste pas seulement à épargner l'argent dans une caisse appropriée, c'est aussi initier des projets de développement pendant qu'on est encore apte à le faire, afin qu'ils puissent vous faire vivre une fois avancé en âge. En effet, même les enfants auront besoin de se voir léguer quelque chose résultant des projets réalisés, le fruit de tes efforts.

Je demande à tous les travailleurs d'initier des projets qui les feront vivre après la retraite, et de s'habituer ainsi à contracter des crédits en banques pour exécuter ces projets.

C'est vrai qu'il y a des gens que ces projets d'auto-développement détournent de leur travail professionnel ; mais ils doivent savoir qu'ils peuvent les confier aux autres qui peuvent le réaliser convenablement pour eux.

Nous serons heureux si nous arrivons à l'état où chaque fonctionnaire de l'État a un projet, si petit soit-il, pour son développement personnel et celui de la communauté. Chacun devrait au moins créer et offrir trois emplois au moins, et permettre la liberté syndicale à ses employés, afin qu'ils contribuent efficacement au développement du pays, car nous avons compris que le mouvement syndical ne consiste pas à la rivalité ni à faire le bras de fer avec le pouvoir.

Dans le secteur de l'Environnement :

Nous lançons un appel à tous les employés, aux employeurs et surtout aux membres des syndicats, de se mobiliser dans la mise en œuvre du Programme national de Reboisement et de protection de l'environnement dénommé : « EWE BURUNDI URAMBAYE ». J'invite chacun à planter au moins un arbre au travail, à la maison, ainsi nous pourrions respirer de l'air pur. Notre souhait est que, d'ici à cinq ans, le Burundi soit une merveille de verdure, un exemple que toute la planète cherche à imiter. Comme vous le savez, si nous nous mettons ensemble, les employés et les employeurs, cela est possible.

25. Avant de conclure, Nous voudrions encore une fois exhorter tous les Burundais, plus particulièrement aux Fonctionnaires de l'État, à lutter contre la paresse, pour ne pas être un obstacle dans le combat de la relance économique du pays que notre Gouvernement (Reta-Mvyeyi/Reta-Nkozi) est en train de mener, et d'éviter toute forme d'injustice et de ne pas tomber dans l'erreur de négliger l'intérêt national.

26. Pour terminer, Nous voudrions encore une fois vous souhaiter une bonne fête du Travail. Célébrez-la dans la joie et l'espoir d'un avenir meilleur tout en méditant sur ce thème : « Mettons-nous au travail et constituons un front commun pour combattre et vaincre la pauvreté ».

Bonne Journée Internationale du Travail pour tous.
Que Dieu vous bénisse.

Je vous remercie.